



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

BEKNOPT VERSLAG

SÉANCE PLÉNIÈRE

PLENUMVERGADERING

mercredi

woensdag

13-10-2004

13-10-2004

Soir

Avond

SOMMAIRE

Excusés	1
Reprise de la discussion de la déclaration du gouvernement	1
<i>Orateurs:</i> Greta D'hondt, Damien Yzerbyt, Hans Bonte, Marc Verwilghen , ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, Maggie De Block, Marie-Claire Lambert, Filip De Man, Francis Van den Eynde, Muriel Gerken, Claude Marinower, Jan Mortelmans	

INHOUD

Berichten van verhindering	1
Hervatting van de bespreking van de verklaring van de regering	1
<i>Sprekers:</i> Greta D'hondt, Damien Yzerbyt, Hans Bonte, Marc Verwilghen , minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid, Maggie De Block, Marie-Claire Lambert, Filip De Man, Francis Van den Eynde, Muriel Gerken, Claude Marinower, Jan Mortelmans	

SEANCE PLENIERE

du

MERCREDI 13 OCTOBRE 2004

Soir

PLENUMVERGADERING

van

WOENSDAG 13 OKTOBER 2004

Avond

La séance est ouverte à 20h.30 par M. Herman De Croo, président.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance: Renaat Landuyt et Marc Verwilghen.

La séance est ouverte.

Le **président** : Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises en annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Raisons de santé: Annemie Roppe

Gouvernement fédéral

Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères: Afrique

André Flahaut, ministre de la Défense, Roumanie (OTAN)

Armand De Decker, ministre de la Coopération au développement: raisons de santé

01 Reprise de la discussion de la déclaration du gouvernement

La discussion de la déclaration du gouvernement est reprise.

La parole est à Mme Greta D'hondt

01.01 Greta D'hondt (CD&V): Mes questions ont essentiellement trait à l'emploi, bien que la ministre compétente en la matière ne soit pas présente. A l'occasion de la déclaration de politique fédérale, 613.000 demandeurs d'emplois et 200.000 chômeurs âgés ont appris que 12.000 emplois seraient créés cette année. Malheureusement, 55.000 demandeurs d'emplois supplémentaires

De vergadering wordt geopend om 20.30 uur door de heer Herman De Croo, voorzitter.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering: Renaat Landuyt en Marc Verwilghen.

De vergadering is geopend.

De **voorzitter**: Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij zullen in bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen worden.

Berichten van verhindering

Gezondheidsredenen: Annemie Roppe

Federale regering

Karel De Gucht, minister van Buitenlandse Zaken: Afrika

André Flahaut, minister van Landsverdediging: Roemenië (NAVO)

Armand De Decker, minister van Ontwikkelingssamenwerking: gezondheidsredenen

01 Hervatting van de bespreking van de verklaring van de regering

De bespreking van de regeringsverklaring wordt hervat.

Mevrouw Greta D'hondt heeft het woord.

01.01 Greta D'hondt (CD&V): Mijn vragen gaan voornamelijk over werkgelegenheid, hoewel de bevoegde minister niet aanwezig is. Bij de beleidsverklaring kregen de 613.000 werkzoekenden en 200.000 oudere werklozen te horen dat er dit jaar 12.000 jobs bijkomen. Jammer genoeg zijn er sedert 1 januari 2004 ook 55.000 werkzoekenden bijgekomen. Voltijds

sont venus gonfler les statistiques du chômage depuis le 1^{er} janvier 2004. Il s'agit de demandeurs d'emplois à temps plein, or, nous ignorons à combien d'emplois à temps plein ces 12.000 emplois supplémentaires correspondent.

J'avais espéré que la déclaration de politique fédérale comporterait des mesures permettant d'insuffler une - indispensable - bouffée d'oxygène à l'économie. À cet égard, l'approche de la question DHL n'augurait rien de bon. Les mesures relatives à l'emploi font penser à un catalogue de 3 *Suisses* : le gouvernement propose sept pistes et trente mesures, parmi lesquelles la concertation sociale doit faire son choix. Mais les partenaires sociaux s'entendront probablement annoncer par le gouvernement que ce qu'ils ont choisi dans le catalogue n'est pas livrable.

Je n'ai pas l'impression que le gouvernement a véritablement compris que la situation en matière de chômage a pris des proportions dramatiques. Je n'ai pas davantage le sentiment que les mesures préconisées ont fait l'objet d'une réflexion approfondie.

Premièrement, dans le cadre de l'octroi de la prépension, il sera davantage tenu compte de la durée de la carrière et de la pénibilité du travail plutôt que de l'âge. À cet égard, il conviendrait toutefois de considérer également la durée des études. Une carrière obligatoire de 38 ans, c'est beaucoup pour ceux qui effectuent de longues études. Qu'entend-on, au demeurant, par professions pénibles ? Chacun ne juge-t-il pas pénible le métier qu'il exerce ? Et qu'en est-il de la qualité des soins si ceux-ci sont dispensés par une infirmière âgée et fatiguée qui n'a pas été admise à la prépension ?

Deuxième réflexion : la réglementation Canada Dry doit rapporter 30 millions d'euros. S'agit-il de prélèvements sur des réglementations existantes ou sur des réglementations nouvelles ? Combien de bénéficiaires compte-t-on aujourd'hui ? Quelle sera la hauteur de la cotisation ?

Troisième point : les titres-services, le cheval de bataille de la coalition violette, deviennent plus chers d'un demi euro. Il s'agit pourtant de la mesure par excellence censée créer de nouveaux emplois. Ceux qui ont besoin d'aide à domicile ne peuvent porter cette aide en compte sur le plan fiscal. Dans les faits, les pensionnés paient plus que les ménages dont les deux partenaires travaillent et doivent à présent allonger un demi euro supplémentaire. Comment pourra-t-on éliminer cette injustice ?

werkzoekenden, terwijl we niet weten hoeveel voltijdse jobs die 12.000 bijkomende jobs vertegenwoordigen.

Ik hoopte dat er in de beleidsverklaring maatregelen zouden staan om de zo noodzakelijke zuurstofstoot aan de economie toe te dienen. De aanpak van de kwestie DHL was in dat verband een teken aan de wand. De werkgelegenheidsmaatregelen doen denken aan een catalogus van 3 *Suisses*: de regering stelt zeven paden en dertig maatregelen voor en daar moet het sociaal overleg maar uit kiezen. Maar dan krijgen de sociale partners vermoedelijk van de regering te horen dat wat ze willen uit de catalogus niet leverbaar is.

Ik heb niet de indruk dat de regering echt begrepen heeft dat de toestand inzake werkgelegenheid dramatisch is en evenmin dat de maatregelen goed bestudeerd zijn. Ik heb er veertien vragen en bedenkingen bij.

Ten eerste zal men bij het toestaan van het brugpensioen rekening houden met de loopbaanduur en de zwaarte van het werk, eerder dan met de leeftijd. Men zou hierbij echter ook rekening moeten houden met de leerplicht. Verplicht 38 jaar werken is lang als je lang gestudeerd hebt. Wat zijn trouwens zware beroepen? Vindt niet iedereen zijn beroep zwaar? En waar gaat het naartoe met de kwaliteit van de zorg als je verzorgd wordt door een vermoeide oudere verpleegster die niet met brugpensioen mag?

Een tweede bedenking. De Canada Dry-regeling moet 30 miljoen euro opleveren. Gaat het om heffingen op nieuwe of bestaande regelingen? Hoeveel genietters zijn er momenteel? Hoe hoog zal de bijdrage zijn?

Punt drie. De dienstencheque, het paradepaardje van paars, wordt een halve euro duurder. Het is nochtans dé maatregel die voor bijkomende jobs moet zorgen. Wie huishulp nodig heeft, mag dat niet fiscaal inbrengen. Gepensioneerden betalen in de feiten meer dan tweeverdieners en moeten nu nog een halve euro extra ophoesten. Hoe zal men die onrechtvaardigheid wegwerken?

Quatrièmement : je n'ai trouvé aucune mesure en vue de combattre le chômage des demandeurs d'emploi peu qualifiés, des jeunes et des femmes. L'argent disponible est affecté en priorité aux chômeurs âgés. 300.000 des 600.000 demandeurs d'emploi sont donc oubliés. Par le passé, j'ai déjà plaidé en faveur de mesures efficaces permettant aux jeunes étudiant à temps partiel d'acquérir une expérience professionnelle. A défaut d'une telle mesure, ces jeunes viendront sans aucun doute renforcer les rangs des chômeurs structurels.

Le premier ministre a admis hier que, contrairement à ce que l'on observe dans les pays voisins, la croissance économique ne débouche pas suffisamment sur la création d'emplois nouveaux. Ma cinquième question est donc de savoir comment le gouvernement envisage de traduire le renforcement de la croissance en termes d'emplois.

Sixièmement, le ministre Vandenbroucke m'a répondu au printemps dernier qu'il ne pouvait pour sa part être question d'un bonus pension. Il semble qu'avec lui, c'est le dernier socialiste qui est parti. Quel sort réservera-t-on dès lors aux invalides qui ne peuvent plus travailler à partir de trente ou quarante ans et qui ne sont donc pas en mesure de se constituer un deuxième pilier ? Que fera-t-on des personnes licenciées après cinquante ans ? La personne qui n'a plus les moyens de se constituer un bonus pension, a tout de même droit à la justice sociale.

Septième remarque. Le premier ministre a également laissé entendre à un journaliste qu'à l'avenir, les préretraités et autres personnes parties en retraite anticipée, ne pourront plus refuser un emploi. Ce n'est pas ce qui figurait dans la déclaration gouvernementale. Qu'en est-il ? La remise au travail des préretraités et des plus de 55 ans retient trop l'attention, au détriment du groupe des 50-55 ans. Va-t-on enfin mettre un frein aux licenciements dans ce groupe ?

Point huit. Il est question, en ce qui concerne la concertation sociale, de "plus de formation, plus de reclassement externe et une carrière moins comprimée". Voilà qui est bien beau, mais comment financera-t-on ces mesures ? Présentera-t-on la facture aux seuls entrepreneurs ?

Neuvième point : le bonus crédit d'emploi et la garantie de revenus pour le travail à temps partiel sont déjà réglés par la loi et auraient dû être appliqués effectivement à partir du 1^{er} octobre 2004. Ces mesures nous sont aujourd'hui une

Ten vierde. Ik vond geen maatregelen die de werkloosheid bij laaggeschoolden, allochtonen, jongeren en vrouwen moeten tegengaan. De beschikbare centen komen voornamelijk de oudere werkzoekende ten goede, terwijl 300.000 van de 600.000 werkzoekenden niet bediend worden. Ik pleitte eerder al voor sluitende maatregelen om jongeren die deeltijds studeren, werkervaring te laten opdoen. Slagen we daar niet in, dan zijn zij bij voorbaat al structurele werklozen.

De premier heeft gisteren toegegeven dat economische groei te weinig tot meer jobs leidt, iets wat in onze buurlanden veel beter lukt. Mijn vijfde vraag is dan ook hoe men de sterkere groei in werk zal omzetten?

Ten zesde. Minister Vandenbroucke antwoordde me in het voorjaar dat er wat hem betreft geen sprake kon zijn van een pensioenbonus. Met hem is blijkbaar de laatste socialist vertrokken. Wat zal men dan doen met de invaliden die vanaf hun dertigste of veertigste niet meer kunnen werken en die dus ook geen tweede pijler kunnen opbouwen? Wat zal men doen met mensen die na hun vijftigste worden afgedankt? Wie niet meer in staat is om een pensioenbonus op te bouwen, verdient toch sociale rechtvaardigheid.

Opmerking zeven. De eerste minister liet zich tegenover een journalist ook ontvallen dat bruggepensioneerden en anderen die vervroegd uittraden, voortaan geen job meer zullen kunnen weigeren. In de regeringsverklaring stond nochtans iets anders. Hoe zit de vork aan de steel? Men legt de nadruk te veel op de hertewerkstelling van bruggepensioneerden en vijfenvijftigplussers. De groep tussen 50 en 55 krijgt te weinig aandacht. Zal men bij die groep de afdankingen eindelijk afremmen?

Ten achtste. Inzake het overleg met de sociale partners heeft men het over meer opleiding, meer outplacement en een meer ontspannen loopbaan. Mooi allemaal, maar hoe zullen die maatregelen worden betaald? De ondernemers alleen kunnen daarvoor toch niet opdraaien?

Punt negen. De werkbonus en de inkomensgarantie voor deeltijds werk zijn al wet en moesten eigenlijk vanaf 1 oktober 2004 worden toegepast. Nu worden die maatregelen nogmaals als nieuw product verkocht. Dat is de schaamte

nouvelle fois présentées comme une innovation. voorbij.
Voilà qui dépasse le stade de la honte.

Ma dixième réflexion concerne la retenue de 13,07% sur le pécule de vacances des fonctionnaires. Aujourd'hui déjà, les communes transfèrent soigneusement ces cotisations à l'ONSSAPL, ce qui n'est toutefois pas encore le cas des Communautés. Celles-ci seront-elles davantage mises à contribution ? En effet, la mesure envisagée concerne notamment les milliers d'enseignants. On ne peut dépouiller les Communautés.

La onzième question concerne les mesures sociales. Ces mesures, présentées comme "nouvelles" dans la note de politique, le sont-elles vraiment ?

Ma douzième réflexion concerne le manque de mesures structurelles dans le domaine de la sécurité sociale. Le gouvernement a manqué une chance historique en n'ayant une nouvelle fois recours qu'à une série d'artifices. C'eût été le moment pourtant de trouver un mode de financement autre celui des charges pesant sur le travail pour les mesures non liées à un statut. Si quelqu'un n'avait pas réussi à l'en dissuader, le premier ministre aurait même vendu les bâtiments et les meubles de l'ONSS.

Ma treizième question porte sur l'absence de toute disposition sur les régimes de pension de la fonction publique. Les fonctionnaires seront les premiers à ressentir les effets du vieillissement et il est donc incompréhensible que rien ne soit prévu afin d'y remédier. Les prépensions à 57 ou 58 ans dans le secteur privé sont remises en question, mais qu'en est-il des pensions à 50 ou 51 ans dans le secteur public ? Les agents du secteur public qui ne peuvent plus exercer de métier à risques doivent être intégrés dans une autre fonction. Rien n'est mentionné non plus concernant la régime de pension des contractuels dans la fonction publique. Nous devons prendre une initiative en la matière, non pas en déposant une résolution, mais en prenant des mesures.

Ma quatorzième question concerne la marge de manœuvre limitée qui serait disponible pour les augmentations salariales et la hausse du pouvoir d'achat. L'on ne peut effectivement répartir des ressources inexistantes. Mais le gouvernement limiterait-il également les augmentations de prix ? Le gel s'applique-t-il également aux autres revenus ? L'on ne peut affirmer qu'il faut se serrer la ceinture, mais en limitant ce principe à une partie de la population.

Mijn tiende bedenking betreft de inhouding van 13,07 procent op het vakantiegeld van de ambtenaren. Nu storten de gemeenten die bijdrage al netjes door naar de RSZPPO. Voor de Gemeenschappen is dat echter niet het geval. Wordt hun rekening verzwaard? Het gaat hier immers onder meer om de duizenden leerkrachten. Men mag de Gemeenschappen niet stropen.

De elfde vraag betreft de sociale maatregelen. Hebben we die maatregelen, die in de beleidsnota als 'nieuw' worden voorgesteld, niet al enkele keren eerder gezien?

Mijn twaalfde bedenking heeft te maken met het gebrek aan structurele maatregelen in de sociale zekerheid. De regering heeft een historische kans gemist door alweer alleen maar wat kunst- en vliegwerk af te leveren. Het was nochtans het moment om de niet statuut gebonden maatregelen op een andere wijze te financieren dan via lasten op arbeid. Gelukkig heeft iemand de premier kunnen tegenhouden of hij had ook de gebouwen en de meubelen van de RSZ verkocht.

Waarom er niets te vinden is over de pensioenstelsels van het openbaar ambt is mijn dertiende vraag. De ambtenaren zullen de vergrijzing het eerste voelen en het is dan ook onbegrijpelijk dat er nergens staat hoe dat zal worden opgevangen. De brugpensioenen op 57 of 58 jaar in de privé-sector liggen onder vuur, maar wat met de pensioenen op 50 of 51 in de openbare sector? Wie in de openbare sector geen risicovol beroep meer kan uitoefenen, moet in een andere functie worden ingeschakeld. Ik lees ook niets over het pensioenstelsel van de contractuelen in het openbaar ambt. Daaraan moeten we iets doen, niet door een resolutie in te dienen, maar door maatregelen.

Mijn veertiende vraag gaat over de ruimte voor loonsverhogingen en de stijging van de koopkracht, die beperkt zou zijn. Wat er niet is, kan inderdaad niet worden verdeeld. Maar zal de regering ook de prijsstijgingen in de hand houden? Geldt de bevrozing ook voor de andere inkomens? Men kan niet zeggen dat de tering naar de nering moet worden gezet, maar dat beperken tot één groep van de bevolking.

A Gembloux, le gouvernement a fièrement brandi son "objectif 200.000", bien que tout le monde sache que seul Verhofstadt croyait en la création d'autant de nouveaux emplois. Un coureur du Tour de France a un jour fait une chute lors d'une ascension, s'est redressé et a réenfourché son vélo pour poursuivre sa route à toute allure, mais hélas, en direction du pied de la montagne. Le gouvernement est à mi-chemin dans le cadre de son objectif 200.000, mais il a également emprunté la mauvaise direction : on dénombre 100.000 chômeurs supplémentaires.

Le **président**: Je propose que le ministre prenne connaissance des questions de Mme D'hondt et qu'il y réponde demain.

01.02 Damien Yzerbyt (cdH) : Permettez-moi de douter des bons offices diplomatiques du gouvernement violet pour garantir la poursuite du développement de l'infrastructure et des possibilités logistiques de notre pays. Les très récents atterrissements dans le dossier DHL en témoignent à suffisance. Le gouvernement fédéral se met en effet en position de faiblesse, sous le diktat d'une multinationale qui fait fi du bien-être de deux millions de personnes dans sa stratégie opérationnelle en jouant la carte du chantage de la délocalisation !

Si on peut se féliciter de la création d'un fonds d'atténuation des nuisances sonores par le précédent gouvernement, on s'étonnera pourtant du fait que rien, aujourd'hui, n'a été réalisé pour fixer, sur une base raisonnable, les routes aériennes, rien n'a été fait pour permettre l'activation de ce fonds et donc l'isolation des zones, forcément les moins peuplées, qui subiront les nuisances aériennes les plus fortes.

Et que dire des précautions qui entourent la vente par l'État de parts qu'il détient dans l'exploitant aéroportuaire BIAC ? Ne nous prépare-t-on pas une opération providentielle *one-shot* susceptible de résoudre une fois encore le manque de marge budgétaire du gouvernement ?

Dans le dossier SNCB, l'absence d'un nouveau contrat de gestion pour l'opérateur passager définissant clairement les missions prioritaires du service public amène inévitablement une détérioration de l'offre adressée à tous nos concitoyens.

L'actualité récente témoigne d'une mise à mal des

In Gembloux stond de regering te glimmen onder het bord 'objectief 200.000', hoewel iedereen weet dat alleen Verhofstadt in zoveel nieuwe banen geloofde. Ooit viel een renner in de Ronde van Frankrijk tijdens een klim van zijn fiets, krabbelde recht en sprong op zijn fiets om er weer keihard tegenaan te gaan. Helaas fietste hij de berg af. De regering is met haar objectief 200.000 halfweg, maar eveneens in de verkeerde richting. Er zijn 100.000 werklozen bijgekomen.

De **voorzitter**: Ik stel voor dat de minister kennis neemt van de vragen van mevrouw D'hondt en er morgen op antwoordt.

01.02 Damien Yzerbyt (cdH): Ik heb zo mijn twijfels over het welslagen van de diplomatieke bemiddeling van de paarse regering om de verdere ontwikkeling van het logistieke potentieel en de infrastructuur van ons land te garanderen. Het recente getalm in het DHL-dossier ligt wat dat betreft nog zeer vers in het geheugen. De federale regering plaatst zichzelf in een zwakke positie, en laat zich voorwaarden dicteren door een multinational die in zijn operationele strategie lak heeft aan het welzijn van twee miljoen inwoners, en die openlijk chantage pleegt door ermee te dreigen weg te trekken!

De oprichting door de vorige regering van een fonds voor de beperking van de geluidsoverlast is een goede zaak. Het mag niettemin verbazing wekken dat er tot op vandaag niets gebeurd is om tot een redelijke spreiding van de vliegroutes te komen, en om dat fonds te activeren en dus werk te maken van de isolatie van de woningen in de zones die de zwaarste geluidshinder zullen moeten slikken en die per definitie het dunst zijn bevolkt.

En hoe zit het met de voorzorgen die de regering treft in verband met de verkoop van de aandelen van de Staat in luchthavenexploitant BIAC? Wordt hier geen *one-shot*-operatie voorbereid, een zogenaamde "meevaller" waarmee de regering eens te meer in de ontoereikende budgettaire marge zou kunnen voorzien?

In het NMBS-dossier werd geen nieuw beheerscontract afgesloten dat de prioriteiten van de openbare dienstverlening voor de verstrekker van het passagiersverkeer duidelijk vastlegt. Dit zal ongetwijfeld leiden tot een verschraving van het aanbod voor alle burgers.

Recentelijk is nog gebleken dat de doelstellingen

objectifs de qualité, d'efficacité et de proximité du chemin de fer par la rationalisation de l'offre basée principalement sur des critères essentiellement économiques : suppression de gares, de guichets et de fréquences. Il est plus qu'urgent que le gouvernement fédéral prenne ses responsabilités et définisse, de manière claire et chiffrée, les objectifs de l'opérateur passages en termes de desserte, de fréquences, d'arrêts et d'accessibilité.

La reprise de la dette ne concerne que la dette historique et laisse une ardoise de quelque 2,6 milliards d'euros à l'une des filiales de la SNCB, avec un impact possible sur la réalisation des missions de service public. La dette sera logée dans une société – le Fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) – détenue à 100% par l'État belge, qui recevra en échange des actifs immobiliers de la SNCB à concurrence de 7,4 milliards d'euros, ce qui nous semble comporter en germe un risque significatif pour la pérennité de la qualité des missions de service public.

Autre inquiétude : il n'existerait toujours pas d'accord sur les noms des futurs administrateurs de la SNCB, alors que les nouvelles structures devraient fonctionner à partir de la mi-octobre 2004.

Il faudra que vous nous éclairiez sur la manière dont vous allez faire avancer le dossier du préfinancement des travaux d'infrastructure.

Enfin, au lendemain du jugement dans l'affaire de Pécrot, on peut s'étonner que le gouvernement ne prenne aucune mesure pour assurer davantage de sécurité.

Et quant à La Poste, la dotation ne suffit pas à couvrir les missions de service public. Nous invitons le ministre des entreprises publiques à régler cette question avec la direction de La Poste.

La mise en œuvre de Georoute rencontre une série de problèmes. Nous insistons pour que le dialogue social soit maintenu et que les engagements soient respectés.

Nous nous réjouissons de l'annonce de la recherche d'un partenaire industriel stable, mais insistons pour que le processus se fasse par le

op het vlak van de kwaliteit, de efficiëntie en de gemakkelijke bereikbaarheid van de spoorwegen in het gedrang komen door de rationalisering van het aanbod. Hierbij wordt haast uitsluitend van economische criteria uitgegaan: afschaffing van stations en loketten evenals een daling van de frequentie. Het is hoog tijd dat de federale regering haar verantwoordelijkheid op zich neemt en concreet met cijfers in de hand aangeeft welke doelstellingen de verstrekker van het passagiersverkeer moet realiseren op het stuk van bediening, frequentie, halteplaatsen en toegankelijkheid.

Enkel de historische schuld zal worden overgenomen. Een van de dochterondernemingen van de NMBS blijft opgezadeld met een schuld van ongeveer 2,6 miljard euro. Hierdoor kan de uitvoering van de opdrachten van openbare dienstverlening in het gedrang komen. De schuld zal ondergebracht worden in een vennootschap – het Fonds voor spoorweginfrastructuur – die voor 100 percent in handen is van de overheid. In ruil ontvangt deze vennootschap onroerende activa van de NMBS voor een bedrag van 7,4 miljard euro. Wij zijn van oordeel dat in deze operatie een groot gevaar schuilt voor een blijvende kwalitatieve invulling van de opdrachten van openbare dienstverlening.

Andere reden tot bezorgdheid: men zou het nog steeds niet eens zijn over de toekomstige bestuurders van de NMBS terwijl de nieuwe structuren vanaf half oktober operationeel zouden moeten zijn.

Leg ons eens uit hoe u in het dossier van de prefinanciering van de infrastructuurwerken vooruitgang denkt te boeken.

Tot slot wekt het verbazing dat kort na de uitspraak over het ongeval in Pécrot de regering niets onderneemt om de veiligheid te verbeteren.

De dotatie aan De Post is onvoldoende om de opdrachten van openbare dienst uit te voeren. We vragen dat de minister van Overheidsbedrijven met de directie van De Post een oplossing zou zoeken voor dat probleem.

De invoering van Georoute gaat met een aantal problemen gepaard. We vragen met aandrang dat de sociale dialoog wordt voortgezet en dat de aangegane verbintenissen worden uitgevoerd.

Naar verluidt zou De Post naar een stabiele industriële partner op zoek gaan. Dat is positief. We vragen echter dat deze operatie via een

biais d'une augmentation de capital et non par la vente d'actions détenues par l'État, pour que la direction de La Poste y soit associée et que ce partenaire industriel reste minoritaire.

kapitaalverhoging zou verlopen, en niet via de verkoop van aandelen van de Staat. De directie van De Post moet bij het proces worden betrokken en de industriële partner moet een minderheidsaandeelhouder blijven.

En matière de sécurité routière, le cdH s'interroge sur la place que le gouvernement laisse dans sa déclaration aux "mesures d'évaluation de la nouvelle loi sur la circulation". Des statistiques existent déjà en la matière. Le ministre de la Mobilité compte-t-il commander une étude statistique à un organisme extérieur à son administration ? Le coût en serait-il justifié ?

Inzake verkeersveiligheid plaatst de cdH vraagtekens bij de plaats die de regering in haar verklaring voor de "maatregelen ter evaluatie van de nieuwe verkeerswet" inruimt. Er bestaan al statistieken terzake. Zal de minister van Mobiliteit een statistische studie laten uitvoeren door een orgaan dat losstaat van zijn administratie? Zou de kostprijs ervan gerechtvaardigd zijn?

La Cour d'arbitrage a annulé une disposition du Code de la route relative au retrait de permis sans recours au juge, ce qui rappelle le manque de concertation qui a entouré l'adoption de cette nouvelle législation.

Het Arbitragehof heeft een bepaling van het verkeersreglement met betrekking tot de intrekking van het rijbewijs zonder een beslissing van de rechter vernietigd; dat doet ons meteen terugdenken aan de manier waarop die wetgeving tot stand is gekomen, namelijk zonder enige vorm van overleg.

Le cdH insiste pour que l'audition prévue des associations d'usagers ait lieu en commission, afin de garantir un réel débat démocratique sur la sécurité routière.

De cdH dringt erop aan dat de geplande hoorzitting in de commissie met de gebruikersverenigingen wel degelijk zou plaatsvinden, teneinde een echt democratisch debat over de verkeersveiligheid te garanderen.

Le **président**: Je félicite M. Yzerbyt, dont c'était le *maiden speech*. (*Applaudissements sur tous les bancs*)

De **voorzitter**: Ik feliciteer de heer Yzerbyt met zijn *maiden speech*. (*Applaus op alle banken*)

01.03 Hans Bonte (sp.a-spirit): Lorsque j'ai entendu la revue de la presse ce matin à la radio, j'ai eu le sentiment que ce n'était pas le gouvernement mais bien les rédactions des journaux qui avaient perdu le sens des réalités, essentiellement lorsqu'elles écrivent que la déclaration de politique fédérale n'apporte pas de réponse au défi du vieillissement. En septembre, la Chambre a adopté à l'unanimité 15 recommandations relatives au vieillissement. Je les ai comparées avec la déclaration de politique et j'en conclus que le gouvernement a tenu compte de 14 des 15 recommandations. Deux d'entre elles sont d'une importance capitale. La cinquième concerne l'augmentation du taux d'activité, la réduction de la dette publique et la maîtrise des dépenses de soins de santé. La gestion financière de la sécurité sociale joue un rôle essentiel à cet égard. Il faut saluer la prestation du gouvernement, qui a été en mesure de nous présenter un budget en équilibre pour la sixième fois consécutive. Nous respectons ainsi les recommandations du Conseil supérieur des finances et de la Commission vieillissement. Le fait est exceptionnel par rapport au reste de l'Europe. Il suffit d'observer la situation des Pays-

01.03 Hans Bonte (sp.a-spirit): Toen ik vanmorgen de krantencommentaren hoorde op de radio, kreeg ik de indruk dat niet de regering, maar de redacties het noorden kwijt zijn: vooral dan de redacties van de kranten die schreven dat de beleidsverklaring geen antwoord biedt op de uitdaging van de vergrijzing. In september heeft de Kamer unaniem 15 aanbevelingen betreffende de vergrijzing aangenomen. Ik heb deze naast de beleidsverklaring gelegd en ik kom tot de conclusie dat de regering op 14 van de 15 ook is ingegaan. Twee aanbevelingen zijn daarin cruciaal. De vijfde aanbeveling betreft de verhoging van de tewerkstellingsgraad, de afbouw van de overheidsschuld en de beheersing van de uitgaven voor de gezondheidszorg. Het financieel beheer van de Sociale Zekerheid is daarin cruciaal. Het is zonder meer een prestatie dat de regering voor de zesde maal op rij een begroting in evenwicht kan voorstellen. Daarmee zitten we op schema volgens de aanbevelingen van de Hoge Raad voor Financiën en de vergrijzingscommissie. Dit is ook uitzonderlijk in Europa. Ik hoef maar te verwijzen naar Nederland, dat onder een christen-democratische minister-president te maken heeft

Bas, qui, sous l'égide d'un ministre-président démocrate-chrétien, sont confrontés à un déficit et doivent consentir de sévères économies en matière de sécurité sociale. Nous vivons par ailleurs un moment historique puisqu'un premier ministre n'avait plus présenté de budget en équilibre depuis 1950.

01.04 Greta D'hondt (CD&V): Invoquer la situation dans d'autres pays n'est guère solide comme argumentation. Je m'inquiète des ratios de remplacement pour nos allocations sociales. Le gouvernement aura encore bien des difficultés à maintenir son budget en équilibre. Le fait que dans le secteur des soins de santé un montant de 200 à 300 millions d'euros n'ait pas été pris en compte constitue un risque permanent pour le gouvernement.

01.05 Marc Verwilghen, ministre (en néerlandais): Les comptes permettent de contrôler le budget. Il s'est toujours avéré que les comptes étaient exacts et présentaient un boni.

01.06 Hans Bonte (sp.a-spirit): Je suis bien conscient du problème des ratios de remplacement. Dans d'autres pays, ce ratio est peut-être plus important mais les allocations y sont accordées de manière plus sélective.

Au cours des prochaines années, il sera difficile de faire en sorte que les budgets soient en équilibre tout en garantissant une protection suffisante des allocataires sociaux.

Mme D'hondt demandait pourquoi on n'est pas en mesure de créer autant d'emplois que dans d'autres pays connaissant la même croissance économique. En fait, on opte pour des modèles différents. Nous n'optons pas pour une régression sociale extrême. Il s'agit là d'une différence fondamentale.

Une autre recommandation importante a trait à la question de la fin de carrière qui a déjà fait l'objet de nombreux débats. La politique de l'emploi ne se borne toutefois pas à cette question : la mise en oeuvre des mesures existantes se poursuit normalement. Dans sa recommandation, la Chambre plaide en faveur d'un plan cohérent en ce qui concerne la politique de l'emploi, un plan qui tiendrait compte des incitants au sein de la sécurité sociale et en dehors de celle-ci pour quitter prématurément le marché du travail. Il importe d'élaborer un plan global qui accorderait l'attention nécessaire aux incitants, tels que la possibilité d'interruption de carrière.

met een tekort en harde besparingen in de Sociale Zekerheid. Het is bovendien ook historisch: het is sinds 1950 geleden dat een premier nog een begroting in evenwicht heeft voorgesteld.

01.04 Greta D'hondt (CD&V): Zich verschuilen achter de situatie in andere landen, getuigt van een povere argumentatie. Ik ben bekommerd om de vervangingsratio's van onze sociale uitkeringen. De regering is nog niet aangekomen met haar begroting in evenwicht. Dat in de gezondheidszorgen 200 tot 300 miljoen euro niet in aanmerking is genomen, zal de regering blijven achtervolgen.

01.05 Minister Marc Verwilghen (Nederlands): Aan de rekeningen kan men de begroting toetsen. Die zijn ook altijd sluitend en positief gebleken.

01.06 Hans Bonte (sp.a-spirit): Ik ontken het probleem met de vervangingsratio's niet. In andere landen is de ratio wel hoger, maar kent men de uitkeringen selectiever toe.

Het zal de komende jaren moeilijk worden om tegelijk te zorgen voor sluitende begrotingen en voldoende bescherming van de uitkeringsstrekkers.

Mevrouw D'hondt vroeg zich af waarom men niet evenveel werkgelegenheid kan creëren als in andere landen met dezelfde economische groei. Men kiest echter voor verschillende modellen. Wij kiezen niet voor een massale sociale afbraak. Dat is een fundamenteel verschil.

Een andere belangrijke aanbeveling gaat over de eindeloopbaanproblematiek. Daarover werd al heel wat gedebatteerd. Dat is echter niet het volledige arbeidsmarktbeleid: de bestaande maatregelen lopen gewoon door. In de aanbeveling van de Kamer wordt gepleit voor een coherent arbeidsbeleidsplan met aandacht voor de stimulansen binnen en buiten de sociale zekerheid om vroegtijdig de arbeidsmarkt te verlaten. Belangrijk is een totaalplan met de nodige aandacht voor de *pushfactoren*, zoals de mogelijkheid tot loopbaanonderbreking.

Notre parti se félicite de ce que le gouvernement n'ait pas touché à l'âge de la prépension et à l'interruption de carrière. Notre seule préoccupation concerne la capacité du gouvernement et du Parlement à mettre en oeuvre toutes ces mesures. Nous soulignons que le concours des partenaires sociaux sera nécessaire pour les 31 mesures annoncées.

Sur le plan socio-économique, on peut critiquer un manque d'ambition pour ce qui est d'associer les niveaux de pouvoir locaux et communaux à la création d'emplois. Cela fait des années que l'UE et le Conseil supérieur de l'emploi demandent qu'on prête attention à cet aspect. Car un corollaire de notre économie ouverte, c'est que nous sommes et restons vulnérables alors que le nombre d'emplois est tributaire de la conjoncture internationale. Par conséquent, nous devons exploiter davantage l'atout que représentent les marchés du travail locaux. Dans les pays scandinaves, les services locaux représentent 12,5 % du marché de l'emploi. Chez nous, ce pourcentage n'est que de 6,7 %. Notre pays ne met pas ce potentiel à profit. Le miracle économique scandinave a été rendu possible par des investissements massifs dans les services locaux.

01.07 Maggie De Block (VLD): La carrière professionnelle est plus longue dans les pays scandinaves qu'ici et la réglementation en matière de préretraites n'y est pas aussi souple.

01.08 Hans Bonte (sp.a-spirit): Si l'on travaille plus longtemps dans ces pays, c'est parce que les travailleurs âgés s'y voient offrir plus de chances alors qu'ici ils sont rejetés, vers la préretraite notamment. En Scandinavie, des impôts élevés et des investissements massifs dans les dispositifs sociaux sont associés à un fort taux de participation à un âge avancé. Les marchés locaux de l'emploi et l'économie de services constituent des leviers importants, qui offrent des opportunités d'emploi dans notre pays aussi. Les titres-services en ont fourni la démonstration. Nous voulons consolider le marché local de l'emploi en créant des emplois spécifiques pour les aînés, ce qui peut se faire par le biais d'aides publiques en matière de titres-services. Le vieillissement de la population requiert des services supplémentaires et de nouveaux réseaux pour les seniors, pour éviter que toutes les personnes âgées n'atterrissent dans des hôpitaux ou des maisons de repos. A cet effet, le gouvernement doit faire appel aux chômeurs et convertir les ALE en des agences locales de développement de l'emploi.

Onze partij verheugt zich erover dat niet wordt geraakt aan de brugpensioenleeftijd en de loopbaanonderbreking. Onze enige bezorgdheid betreft de macht van de regering en het Parlement om dit allemaal te doen. Wij wijzen erop dat voor de 31 aangekondigde maatregelen de hulp van de sociale partners nodig zal zijn.

Een punt van kritiek op het sociaal-economisch plan is dat er te weinig ambitie in wordt geuit om het lokale, gemeentelijke niveau bij de jobcreatie te betrekken. De EU en de Hoge Raad voor de Werkgelegenheid vragen hier al jaren aandacht voor. Onze open economie brengt mee dat wij kwetsbaar blijven en het aantal jobs afhankelijk is van de internationale conjunctuur. Daarom moeten wij meer de kaart trekken van de lokale arbeidsmarkten. In de Scandinavische landen is de lokale dienstverlening goed voor 12,5 procent van de arbeidsmarkt. Bij ons is dat slechts 6,7 procent. België laat hier een potentieel liggen. Het Scandinavische wonder is tot stand gebracht door massale investeringen in de lokale dienstverlening.

01.07 Maggie De Block (VLD): In de Scandinavische landen werken de mensen langer dan hier. Ze hebben daar niet zo'n soepele brugpensioenregeling.

01.08 Hans Bonte (sp.a-spirit): Dat men daar langer werkt, houdt verband met het feit dat men oudere werknemers meer kansen biedt. Hier worden ze integendeel uitgestoten, onder meer naar het brugpensioen. In Scandinavië combineert men hoge belastingen en massale investeringen in sociale voorzieningen met een hoge participatiegraad op hogere leeftijd. De lokale arbeidsmarkten en de diensteneconomie zijn belangrijke hefboomen. Ook in ons land liggen daar jobkansen. Het bewijs wordt geleverd door de dienstencheques. Wij willen de lokale arbeidsmarkt versterken door de creatie van "zilverjobs". Dat kan via overheidssteun in de dienstencheques. De vergrijzing vergt extra diensten en nieuwe seniorennetwerken om te voorkomen dat de ouderen allemaal in ziekenhuizen of rustoorden belanden. De regering moet daartoe zelfs de werklozen inschakelen en de PWA omvormen tot plaatselijke werkontwikkelingsmaatschappijen.

01.09 Marie-Claire Lambert (PS) : La politique de santé doit être globale car notre société fait face à des défis importants : vieillissement de la population, accessibilité aux soins ou coût des nouvelles technologies. De nombreuses décisions de principe ont été prises depuis le début de la législature ; elles doivent être concrétisées.

Dans le cadre du budget de 2005, on nous propose une vision à long terme du système de soins. Ce budget s'élèvera à 17,289 milliards d'euros en 2005, soit une croissance de 6,3% par rapport à 2004. Il reste dans le cadre de la norme de croissance de 4,5%. C'est un budget réaliste et volontariste, basé sur le respect de la norme de croissance, sur une projection réaliste du budget des médicaments et sur une approche structurelle du sous-financement hospitalier ; il répond aux besoins du secteur non-marchand et donne un meilleur accès aux soins tout en assurant un bon usage des ressources.

Nous ne pouvons tolérer des dépenses incontrôlées. C'est pourquoi l'on prévoit de nouvelles mesures pour 44 millions d'euros et des économies pour 228 millions. Notre système est un des meilleurs en terme de rapport qualité-prix et doit le rester. Cela passe par une responsabilisation accrue de tous. En 2005, chacun sera mis à contribution : les médecins, l'industrie du médicament, les pharmaciens et les patients.

Dans ce contexte, de nouvelles mesures sont avancées.

En matière de médicaments, l'enveloppe augmente de 11,7% par rapport à 2004. En contrepartie, des efforts sont demandés, pour maîtriser les dépenses du secteur. Une mesure en la matière est l'usage des médicaments génériques à la place de spécialités plus chères.

Les génériques coûtaient déjà 26% de moins que le médicament classique. Le remboursement d'un tel médicament est porté à -30% lorsqu'un générique existe. La réduction vise aussi les médicaments anciens dont le prix baisse au niveau des génériques. Trop peu répandus jusqu'ici, les génériques devraient devenir plus habituels. Chez nos voisins, ils représentent 50% des prescriptions.

01.09 Marie-Claire Lambert (PS): Nu onze samenleving voor een aantal belangrijke uitdagingen staat, zoals de vergrijzing van de bevolking, de toegang tot de gezondheidszorg en de kostprijs van de nieuwe technologieën, moet een globaal gezondheidsbeleid worden gevoerd. Sinds de aanvang van de zittingsperiode werden talrijke principebeslissingen genomen, die nu concreet vorm moeten krijgen.

In haar begroting voor 2005 stelt de regering een langetermijnvisie op de gezondheidszorg voor. Voor 2005 bedraagt de begroting 17,289 miljard euro, wat een stijging met 6,3 procent ten opzichte van 2004 betekent. Daarbij wordt de groeinorm van 4,5 procent geëerbiedigd. De regering heeft een realistische en voluntaristische begroting opgesteld, gestoeld op het behoud van de groeinorm, een realistische schatting van de geneesmiddelenbegroting en een structurele benadering van het financieringstekort voor de ziekenhuizen. De begroting komt tegemoet aan de noden van de non-profit sector en verzekert een betere toegang tot de gezondheidszorg. Tegelijkertijd worden de middelen op een doordachte manier aangewend.

Wij kunnen geen ongecontroleerde uitgaven toestaan. Daarom wordt voorzien in nieuwe maatregelen ten bedrage van 44 miljoen euro en besparingen ten bedrage van 228 miljoen. Wat de prijs-kwaliteitverhouding betreft, is onze gezondheidszorg één van de koplopers, en dat moet zo blijven. Daartoe is een grotere responsabilisering van alle betrokkenen vereist. In 2005 zal eenieder zijn bijdrage moeten leveren: de artsen, de farmaceutische industrie, de apothekers en de patiënten.

In die context worden nieuwe maatregelen voorgesteld.

Wat de geneesmiddelen betreft, stijgt de begroting met 11,7 procent in vergelijking met 2004. Daartegenover staat dat inspanningen moeten worden geleverd om de uitgaven van de sector binnen de perken te houden. Eén maatregel ter zake is het gebruik van generische geneesmiddelen in plaats van duurdere specialités.

Generische geneesmiddelen kosten nu al 26% minder dan het klassieke equivalent. De terugbetaling van klassieke geneesmiddelen wordt met 30% verminderd als er een generisch equivalent voorhanden is. Die vermindering geldt ook voor oudere geneesmiddelen waarvan de prijs gezakt is en die nu nog evenveel kosten als het generische middel. Het gebruik van generische

La proportion devrait, chez nous, atteindre les 10% en 2004. C'est encourageant, mais insuffisant. Il faut contrer la méconnaissance du grand public.

Dans le cadre de la lutte contre le tabagisme, des hausses sensibles du prix du tabac sont annoncées. Elles auront un effet dissuasif. Nous sommes sur la bonne voie. L'assurance maladie prendra aussi en charge le coût du sevrage chez les femmes enceintes et leur conjoint. Comme 28% des femmes enceintes sont fumeuses, on se réjouit d'une telle démarche, d'autant que 75% de ces femmes souhaitent arrêter.

Il est aussi proposé de prolonger l'opération de prise en charge des soins dentaires pour les enfants jusqu'à 12 ans. Certains estiment que cette mesure déresponsabilise le patient. Mais ce sont souvent les plus démunis qui hésitent à se rendre chez le dentiste en raison des coûts. Par une telle mesure, les enfants seront sensibilisés à l'hygiène dentaire, quelles que soient leurs conditions de vie.

Autre sujet qui me tenait à cœur : le sous-financement des hôpitaux. Sous-alimentés, les hôpitaux doivent se tourner de plus en plus vers les patients pour couvrir leurs dépenses, et les suppléments qu'ils leur demandent ont fortement augmenté, ces dernières années. Les médecins en pâtissent aussi, qui doivent verser une part croissante de leurs honoraires à leur établissement.

Selon le rapport Ernst & Young, le budget actuel des hôpitaux pourrait couvrir les besoins. Mais cela exige trois conditions, pas toujours rencontrées aujourd'hui : les médecins reverseraient une partie significative de leurs honoraires à leur établissement, les hôpitaux utiliseraient des normes de gestion optimales, et les patients seraient toujours solvables.

Le secteur hospitalier est donc à l'étroit dans son carcan budgétaire et les solutions ne sont pas faciles.

Deux raisons à cette situation : l'augmentation du

geneesmiddelen moet meer ingeburgerd geraken; dat is nu nog niet genoeg het geval. In onze buurlanden zijn generische geneesmiddelen goed voor 50% van de voorgeschreven geneesmiddelen. Bij ons zouden we in 2004 aan 10% moeten zitten. Dat is bemoedigend, maar het is niet goed genoeg. We moeten een mentaliteitswijziging teweegbrengen bij de bevolking.

Er worden forse stijgingen van de tabaksprijzen aangekondigd, in het kader van de strijd tegen het roken. Tabak zal dus duurder worden, en dat zal een ontradend effect hebben. We zijn op de goede weg. Zwangere vrouwen en hun echtgenoot die willen stoppen met roken, zullen de kosten daarvan terugbetaald krijgen door de ziekteverzekering. Dat is een goede maatregel, want 28% van de zwangere vrouwen rookt, maar 75% van die vrouwen wil stoppen met roken.

Voorts wordt voorgesteld de terugbetaling van tandverzorging voor kinderen tot 12 jaar te verlengen. Volgens sommigen geef je de patiënt met die maatregel het gevoel dat hijzelf geen verantwoordelijkheid draagt voor de gezondheid van zijn gebit. Maar in de praktijk zijn het vaak de armste lagen van de bevolking die een bezoek aan de tandarts uitstellen wegens de kosten. De maatregel zal de kinderen net sensibiliseren voor het nut van gebitsverzorging, ongeacht hun levensomstandigheden.

Er is nog een ander onderwerp dat mij na aan het hart ligt: de ontoereikende financiering van de ziekenhuizen. De ziekenhuizen krijgen niet genoeg geld, en moeten noodgedwongen steeds vaker bij de patiënt gaan aankloppen om hun uitgaven te dekken: de aangerekende supplementen zijn de afgelopen jaren fors gestegen. Ook de artsen moeten hun duit in het zakje doen, en een steeds groter percentage van hun erelonen doorstorten aan het ziekenhuis waar ze werken.

Volgens het verslag van Ernst & Young zou de huidige ziekenhuisbegroting moeten volstaan om de bestaande noden te financieren. Daartoe moeten echter drie voorwaarden worden vervuld en dat is vandaag niet altijd het geval. De artsen zouden een niet onbelangrijk deel van hun honorarium aan de instelling moeten terugstorten, de ziekenhuizen zouden optimale beheersnormen moeten naleven en de patiënten zouden altijd solvabel moeten zijn.

De ziekenhuissector zit in een budgettair keurslijf en de oplossingen liggen niet voor de hand.

coût du matériel médical et les accords salariaux en faveur du personnel – notamment soignant – pas toujours intégrés dans le financement et le prix de la journée d'entretien.

Le budget des hôpitaux sera augmenté de 100 millions d'euros en 3 ans. Dans un esprit de responsabilisation de tous les acteurs, un "trajet de soins" sera encouragé chez le patient.

Le financement de notre sécurité sociale est lié à celui du développement économique et de l'emploi. La réduction des charges patronales a toujours été présentée comme un instrument en faveur de l'emploi mais tout le monde sait qu'il est difficile de mener une telle politique sans effets "d'aubaine" et que son impact n'en soit diminué au niveau de l'emploi global.

Aujourd'hui, au regard des chiffres du chômage, nous pouvons affirmer que la politique globale de réductions des cotisations sociales a été extrêmement coûteuse pour notre sécurité sociale et avec un impact peu mesurable sur la création d'emplois.

Nous plaçons donc pour une évaluation stricte de l'efficacité de cette politique.

La problématique qui doit attirer notre attention est celle d'un financement supplémentaire de notre assurance sociale dont l'insuffisance hypothèque le futur. Nous serons très attentifs aux propositions des partenaires sociaux et à la suite qui leur sera réservée. Une piste souvent évoquée est celle d'une cotisation sociale généralisée.

Pour l'heure, le gouvernement a opté pour la poursuite de l'augmentation des accises sur le tabac et la lutte contre l'ingénierie fiscale des entreprises, notamment en ce qui concerne l'usage des voitures de société.

Le déficit de notre sécurité sociale a été réévalué grâce aux recettes exceptionnelles engrangées par l'inspection sociale pendant les trois premiers mois de l'année.

Nous encourageons le gouvernement à poursuivre ses efforts.

En conclusion, l'équilibre financier de la sécurité sociale est garanti pour 2005.

Il était impensable pour les socialistes que des moyens supplémentaires ne soient pas affectés à notre système de protection sociale et que le débat sur le refinancement à long terme soit reporté.

Daarvoor bestaan twee redenen: de stijging van de prijs van het medisch materieel en de loonakkoorden voor het personeel – meer bepaald het verzorgend personeel – die niet steeds in de financiering en de ligdagprijs worden verrekend.

De begroting voor de ziekenhuizen zal over een periode van 3 jaar met 100 miljoen euro worden opgetrokken. Met het oog op een responsabilisering van alle betrokken actoren, zal de uitstippeling van een "zorgtraject" voor de patiënt worden aangemoedigd.

De financiering van onze sociale zekerheid is gekoppeld aan de economische ontwikkeling en de evolutie van de werkgelegenheid. De verlaging van de werkgeversbijdragen werd altijd voorgesteld als een instrument om de werkgelegenheid te bevorderen, maar iedereen weet dat het moeilijk is om een dergelijk beleid te voeren zonder "meevallers" en zonder dat het effect ervan op de totale werkgelegenheid afneemt.

Gelet op de huidige werkloosheidscijfers kan men stellen dat het beleid van verlaging van de sociale bijdragen onze sociale zekerheid handenvol geld heeft gekost, terwijl het effect ervan op het scheppen van nieuwe banen nauwelijks meetbaar was.

Wij pleiten derhalve voor een strikte evaluatie van de doeltreffendheid van dat beleid.

Onze aandacht moet vooral uitgaan naar de aanvullende financiering van ons stelsel van sociale verzekering; de huidige ontoereikende financiering ervan vermindert de kansen op een gunstige ontwikkeling in de toekomst. Wij zullen de voorstellen van de sociale partners aandachtig onderzoeken en nauwlettend toezien op het gevolg dat eraan wordt gegeven. Een mogelijke maatregel waarvan vaak gewag wordt gemaakt is de invoering van een algemene sociale bijdrage.

Voor het ogenblik wil de regering de accijnzen op tabak verder verhogen en de fiscale spitstechnologie van de bedrijven bekampen, met name wat de bedrijfsvoertuigen betreft.

Het tekort in onze sociale zekerheid werd geëvalueerd dankzij de uitzonderlijk hoge inkomsten die de sociale inspectie tijdens het eerste trimester van dit jaar boekte.

Wij sporen de regering aan haar inspanningen voort te zetten.

Tot slot is het financiële evenwicht van de sociale zekerheid voor 2005 verzekerd.

Voor de socialistes was het ondenkbaar dat geen bijkomende middelen voor ons sociaal vangnet zouden worden uitgetrokken en dat het debat over de herfinanciering op lange termijn zou worden

(Applaudissements sur les bancs du PS)

01.10 Filip De Man (VLAAMS BLOK): Le premier ministre veut nous faire croire qu'il y a un revirement dans les chiffres de la criminalité en se basant sur des statistiques très fragmentaires de 2002. Le premier ministre a déjà utilisé l'astuce des chiffres à la baisse dans le passé mais, à l'époque, il a immédiatement été contredit par des experts.

Où peut-on trouver les statistiques qui démontrent que la criminalité est en baisse ? La police a-t-elle déjà élaboré les statistiques fédérales pour 2003 ? Et les chiffres sont-ils fiables sachant que, selon le ministre Dewael, les tendances ne se préciseront qu'à partir de 2007 ?

Il est positif de constater que le budget de la protection civile augmente de 15 %. Le Vlaams Blok reste néanmoins partisan d'une régionalisation. Une ville comme Anvers a d'autres besoins que Charleroi ou Namur.

Le ministre a même réussi à augmenter le budget global de son département. Soit son poids politique est plus important qu'on ne le pensait, soit les problèmes se sont aggravés et il faut dégager des moyens supplémentaires comme ce fut déjà le cas pour le département de la Justice. L'insécurité et les étrangers constituent les problèmes majeurs pour le ministre de l'Intérieur.

La réforme des polices va une nouvelle fois être adaptée et la mise en œuvre du réseau Astrid va encore être accélérée. Le gouvernement souhaite également améliorer le fonctionnement des CIA et réduire le nombre d'apostilles. Les capacités locale et totale vont être augmentées, de quelque 3.000 unités ! Lors du méga-Conseil des ministres qui s'est tenu il y a quelques mois, 2.500 agents supplémentaires avaient déjà été promis; le gouvernement semble se surpasser, mais ne réussit néanmoins pas à compenser les départs naturels. En 2003, 1.083 aspirants inspecteurs ont rejoint les rangs de la police, pour seulement 921 cette année, alors que tous les ans, 1.000 départs sont dénombrés.

Pour le gouvernement, les étrangers qui ont commis un crime doivent purger leur peine de prison dans leur pays d'origine afin de créer un effet dissuasif. Mais combien de criminels purgent-ils effectivement leur peine dans leur pays d'origine ? L'effet dissuasif ne me convaincra que si le gouvernement passe à l'acte et retire la naturalisation aux étrangers qui commettent de graves délits.

uitgesteld. (Applaus op de banken van de PS)

01.10 Filip De Man (VLAAMS BLOK): De eerste minister wil ons laten geloven dat er een kentering is in de criminaliteitscijfers en baseert zich daarvoor op zeer fragmentarische cijferoverzichten van 2002. De truc van de dalende cijfers werd door de eerste minister eerder al eens toegepast, maar hij werd toen onmiddellijk teruggefloten door enkele deskundigen.

Waar zijn de statistische gegevens waaruit blijkt dat de criminaliteit daalt? Heeft de politie dan de federale statistieken van 2003 al klaar? En zijn die cijfers wel geloofwaardig, in het besef dat trends volgens minister Dewael pas vanaf 2007 zullen af te lezen zijn?

Positief is dat het budget voor de civiele bescherming stijgt met vijftien procent. Desalniettemin blijft het Vlaams Blok voorstander van een regionalisering. Een stad als Antwerpen heeft andere noden dan Charleroi of Namen.

De minister slaagde er zelfs in om het totale budget voor zijn departement te verhogen. Ofwel is zijn politiek gewicht groter dan men dacht. Ofwel zijn de problemen groter geworden en verplicht men zich er toe om meer middelen uit te trekken, zoals ook bij Justitie al het geval was. De schrijnende onveiligheid en de vreemdelingen zijn de grootste problemen voor de minister van Binnenlandse Zaken.

De politiehervorming wordt andermaal bijgestuurd en de implementering van Astrid wordt nog maar eens versneld. Men wil bovendien de AIK's beter doen werken en het aantal kansschriften verlagen. De lokale én de totale capaciteit worden verhoogd, liefst met 3.000 eenheden! Tijdens een megaministerraad eerder dit jaar werden al 2.500 bijkomende agenten beloofd, dus overtroeft de regering zichzelf. Men slaagt er echter niet in om de natuurlijke afvloeiing op te vangen. In 2003 kwamen er 1.083 aspirant-inspecteurs bij, dit jaar slechts 921. Jaarlijks vloeien echter ongeveer 1.000 mensen af.

Criminele vreemdelingen wil men in hun land van herkomst laten opsluiten om een ontradend effect te creëren. Maar hoeveel criminelen zitten in werkelijkheid hun straf uit in hun thuisland? Ik geloof pas in het ontradend effect als de regering de daad bij het woord voegt en de naturalisaties afpakt van vreemdelingen die zware misdrijven plegen.

Le ministre Dewael a souvent durci le ton, notamment lorsque les étrangers en situation illégale ont posé des problèmes à Anvers, lorsque les pays d'origine ont refusé d'accueillir les demandeurs d'asile déboutés, lorsque le voile a provoqué l'irritation de la population, lorsqu'il était apparu que de nombreux intégristes musulmans étaient actifs dans notre pays... Le ministre souhaite ainsi recouvrer les faveurs de l'aile droite de l'électorat du VLD, acquis au Vlaams Blok. En vain, car le ministre Dewael n'est qu'un fanfaron.

01.11 Luc Van Biesen (VLD): Les propos de M. De Man me rappellent le jour où il a lui-même bombé le torse lorsque son parti a voulu changer de cap. A l'époque, il a également fini par faire figure de fanfaron.

01.12 Filip De Man (VLAAMS BLOK): M. Van Biesen connaît manifestement très bien la cuisine interne de mon parti.

En ce qui concerne les stupéfiants, le gouvernement planifie des projets pilotes et une approche intégrée. Cette méthode est déjà préconisée depuis 1996. Dans l'intervalle, un nombre croissant d'écoliers de plus en plus jeunes consomment de la drogue.

L'on va lutter contre le terrorisme par le biais de mesures qui ont déjà été annoncées après le méga-conseil des ministres. Désormais, on compte toutefois également s'attaquer aux causes du terrorisme, comme la pauvreté et le manque d'enseignement. Des pays comme le Pakistan attendent certainement avec impatience les mesures du gouvernement belge ! Vous avez dit prétention ? Selon la déclaration de politique fédérale, le "fait de ne pouvoir participer à la globalisation" favoriserait également le terrorisme. On ignore apparemment que le terrorisme meurtrier est presque toujours directement lié au fondamentalisme islamique et que des fonds et des combattants sont recrutés pour le *djihad* dans des dizaines de mosquées belges. Rien ne peut manifestement venir perturber le rêve multiculturel.

Pour traiter les 27.957 recours introduits au Conseil d'Etat par des demandeurs d'asile, le gouvernement projette d'adjoindre une troisième section à cette institution. L'on ferait mieux de mettre un terme aux multiples abus. De nombreux avocats, souvent pro deo, plaident indéfiniment aux frais de l'Etat.

Pourquoi la procédure de recours devant le conseil d'Etat devrait-elle être maintenue s'il existe une

Minister Dewael zet geregeld een hoge borst op. Hij deed dat toen er problemen waren met illegalen in Antwerpen, toen landen van herkomst uitgeprocedeerden weigerden te ontvangen, toen de hoofddoeken mensen irriteerden, toen bekend raakte dat in ons land nogal wat moslimintegristen actief zijn... De minister wil op die manier de rechtervleugel van het VLD-publiek terugwinnen van het Vlaams Blok. Tevergeefs, want minister Dewael is een blaaskaak.

01.11 Luc Van Biesen (VLD): De uitspraken van de heer De Man doen me denken aan de hoge borst die hij zelf opzette toen zijn partij van koers wilde veranderen. Ook hij eindigde toen als blaaskaak.

01.12 Filip De Man (VLAAMS BLOK): De heer Van Biesen kent de interne keuken van mijn partij blijkbaar zeer goed.

Inzake drugs wil de regering komen tot proefprojecten en een geïntegreerde aanpak. Men pleit nu al sinds 1996 voor deze werkwijze. Intussen zijn steeds meer en steeds jongere scholieren aan de drugs.

Men wil het terrorisme bestrijden via maatregelen die al na de megaministerraad werden aangekondigd. Voortaan wil men echter ook de voedingsbodems van het terrorisme aanpakken, zoals armoede en gebrek aan onderwijs. In landen als Pakistan wacht men ongetwijfeld vol spanning op de maatregelen van de Belgische regering. Van pretentie gesproken! Ook 'het niet kunnen genieten van de globalisering' zou volgens de beleidsverklaring het terrorisme in de hand werken. Dat het moordend terrorisme bijna altijd een rechtstreekse band heeft met islamfundamentalisme, weet men blijkbaar niet, evenmin dat er in tientallen Belgische moskeeën geld en strijders gerekruteerd worden voor de *jihad*. De multiculturele droom mag blijkbaar niet gestoord worden.

Om de 27.957 asielberoepen bij de Raad van State te verwerken, wil de regering daar nu een derde afdeling oprichten. In plaats daarvan zou men beter komaf maken met de talrijke misbruiken. Een pak advocaten, niet zelden pro Deo, procedeert eindeloos op kosten van de Staat.

Waarom zou de beroepsprocedure bij de Raad van State behouden moeten blijven als er toch al een

commission de recours ? Pourquoi prévoir un double pourvoi pour ceux qui abusent de l'asile ? Quand notre pays dissociera-t-il le permis de séjour du regroupement familial ? Par exemple, si un citoyen turc veut épouser une femme de son pays, pourquoi ne se marieraient-ils pas en Turquie ?

Notre société se débat avec des problèmes de plus en plus nombreux et aigus, et personne ne s'efforce d'y remédier. Aujourd'hui, le gouvernement promet de prendre les abus à bras-le-corps. Je suis curieux de voir les résultats. *(Applaudissements sur les bancs du Vlaams Blok)*

01.13 Francis Van den Eynde (VLAAMS BLOK): Le président de la Chambre devient progressivement le président d'un Parlement flamand. Pour l'instant, presque aucun membre de la majorité francophone n'assiste à ce débat.

Le **président**: Je note toujours les présences des membres du groupe auquel appartient chaque orateur. Vous seriez étonné par les statistiques.

01.14 Francis Van den Eynde (VLAAMS BLOK): Nous étions là pour écouter notre collègue M. De Man.

Le **président**: Cela ne durera plus longtemps. *(Rires sur les bancs du Vlaams Blok)* Je veux dire qu'il doit maintenant céder la parole à Mme Gerkens. Je ne me mêle pas du fonctionnement interne des partis. *(Rires sur tous les bancs)*

01.15 Muriel Gerkens (ECOLO): Cette déclaration permet de conclure que, sans les écologistes, on ne fait pas d'écologie. L'année 2003-2004 s'est caractérisée par le néant, bien qu'il y ait eu toute une série d'engagements. La déclaration 2005 ne fait plus aucune allusion à ces engagements.

Les mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et la production de CO₂ sont absentes, reportées ou dénaturées. Le Plan national climat n'est toujours pas finalisé et risque de ne pas être respecté, au détriment des entreprises belges.

Kyoto est manifestement jeté aux orties, ce qui est d'autant plus paradoxal que M. Poutine vient de prendre la décision de ratifier le protocole.

Le Fonds Kyoto est, à l'heure actuelle, totalement sous-utilisé, tout simplement parce que le réchauffement climatique n'est pas une

beroeepscommissie bestaat? Waarom moet er een dubbele voorzienig zijn voor asielmisbruikers?

Wanneer zal ons land de verblijfsvergunning loskoppelen van de gezinshereniging? Als bijvoorbeeld Turken met iemand uit het land van herkomst willen huwen, kunnen ze dat toch daar doen.

De samenlevingsproblemen worden steeds groter en er is niemand die daar wat aan doet. De regering belooft nu de misbruiken te zullen aanpakken. Ik ben benieuwd. *(Applaus van het Vlaams Blok)*

01.13 Francis Van den Eynde (VLAAMS BLOK): De Kamervoorzitter wordt langzaam de voorzitter van een Vlaams Parlement. De volledige Franstalige meerderheid is momenteel zo goed als afwezig in dit debat.

De **voorzitter**: Ik noteer telkens de aanwezigheden in de fractie van elke spreker. U zou verstoeld staan van de statistieken.

01.14 Francis Van den Eynde (VLAAMS BLOK): Wij waren er om onze collega De Man te beluisteren.

De **voorzitter**: Dat zal niet lang meer duren. *(Gelach op de banken van het Vlaams Blok)* Ik bedoel: mevrouw Gerkens komt nu aan het woord. Ik moei me niet met interne partijangelegenheden. *(Gelach op alle banken)*

01.15 Muriel Gerkens (ECOLO): Uit deze beleidsverklaring kunnen we afleiden dat zonder de groenen geen groen beleid wordt gevoerd. Van de aangegane verbintenissen kwam in de periode 2003-2004 niets terecht. In de beleidsverklaring 2005 wordt over die beloften met geen woord meer gerept.

De maatregelen met het oog op energiebesparing en een verminderde CO₂ – uitstoot zijn onbestaande, uitgesteld of uitgehold. Het nationale klimaatplan is nog steeds niet klaar en bovendien dreigt het niet te worden nageleefd, dit ten koste van de Belgische bedrijven.

Het Kyoto-protocol wordt vrolijk overboord gegooid, paradoxaal genoeg, temeer daar de Russische president Poetin onlangs besliste het protocol wel te ratificeren.

Het Kyoto-fonds wordt momenteel onvoldoende benut, gewoon omdat de opwarming van de planeet geen hoofdbekommernis is voor de paarse

préoccupation violette.

Rien non plus sur le lien entre environnement et santé, alors que celui-ci permettrait de contribuer à l'équilibre à long terme de la sécurité sociale.

Silence absolu sur les investissements nécessaires en termes de soutien aux énergies renouvelables. Or, l'engagement européen prévoit que l'on atteigne 12% d'énergie renouvelable pour 2010. Par ailleurs, ce ne sont pas les indicateurs d'une crise latente qui manquent.

Depuis plus d'un an, j'interpelle sur la libéralisation du marché de l'électricité. Depuis le 1^{er} janvier 2004, les consommateurs captifs de Wallonie et de Bruxelles ont droit à une réduction du tarif de l'électricité de 3 à 4% mais le ministre compétent ne prend pas l'initiative d'ordonner l'application de la loi.

De la même manière, les règles de la concurrence du marché de l'électricité ne sont manifestement pas respectées. Alors que nous avons eu de nombreux débats à ce sujet en commission, différentes questions apparaissent subitement pour la première fois dans cette déclaration.

Aucune allusion n'est faite à la *corporate governance* et ce, malgré les événements qui viennent de se produire, dont notamment les prises de position de Suez vis-à-vis d'Electrabel et de Distrigaz.

Le gouvernement n'a pas l'air de considérer les atouts en termes énergétiques et environnementaux du développement des énergies renouvelables ni le fait que des acteurs privés soient intéressés au développement d'activités dans ce secteur.

La mesure relative au transport combiné est reportée, alors que l'on estime qu'elle rapporterait 15 millions.

En ce qui concerne les économies d'énergie que l'Etat pourrait faire dans les services publics, aucune proposition n'est faite alors que le Fonds Kyoto dispose d'une réserve de 40 millions directement utilisables. C'est invraisemblable, vu le rendement que cette mesure pourrait avoir.

Les compagnies pétrolières engrangent des bénéfices qui leur permettent de financer des chèques mazout. La mesure apparaît aujourd'hui

regering.

Er wordt al evenmin gerept over het verband tussen milieu en gezondheid, terwijl dat op lange termijn zeker zou kunnen bijdragen tot het evenwicht van de sociale zekerheid.

Geen woord over de noodzakelijke investeringen in hernieuwbare energiebronnen. Nochtans stelt Europa voorop dat hernieuwbare energiebronnen tegen 2010 goed moeten zijn voor 12% van het totale energieverbruik. En aanwijzingen van een latente crisis zijn er volop.

Sinds ruim een jaar interpelleer ik de bevoegde ministers over de liberalisering van de elektriciteitsmarkt. De gebonden afnemers in Wallonië en Brussel hebben sinds 1 januari 2004 recht op een verlaging van het elektriciteitstarief met 3 à 4%, maar de bevoegde minister neemt geen initiatieven om de wet te doen toepassen.

Zo worden ook de concurrentieregels op de elektriciteitsmarkt apert met voeten getreden. Hoewel we hierover al dikwijls gedebatteerd hebben in de commissie, duiken er nu plots een aantal nieuwe vragen op in deze verklaring.

Ik vind ook geen enkele verwijzing terug naar *corporate governance*, ondanks de recente gebeurtenissen, zoals onder meer het standpunt van Suez ten aanzien van Electrabel en Distrigaz.

De regering schijnt geen rekening te houden met de voordelen van de ontwikkeling van hernieuwbare energiebronnen, zowel op het vlak van de energiebevoorrading als van het milieu en ze heeft evenmin oog voor de interesse die daarvoor bij de particulier sector bestaat.

De maatregel met betrekking tot het gecombineerd vervoer, waarvan de verwachte opbrengst nochtans 15 miljoen bedraagt, wordt uitgesteld.

In de verklaring vinden we ook geen enkel voorstel terug met betrekking tot de energiebesparing die de Staat in de openbare diensten zou kunnen verwezenlijken, dit terwijl in het Kyotofonds een reserve van 40 miljoen aanwezig is, die rechtstreeks kan worden aangewend. Dat is, in het licht van het mogelijke resultaat van zo een maatregel, nauwelijks te begrijpen.

De oliemaatschappijen maken forse winst, waardoor zij de stookoliecheques kunnen financieren. De maatregel lijkt thans veeleer van

plus structurelle que ponctuelle. Il semble que le Fonds de garantie pour l'émission de ces chèques serait financé par les consommateurs, les compagnies se contentant de faire des avances remboursables à un an. Nous défendons la création de chèques mazout financés par les compagnies pétrolières.

Nous proposons deux autres mesures structurelles. La première vise à soutenir les investissements des services publics et parapublics ainsi que des collectivités via un système de tiers investisseur dans des aménagements visant à économiser l'énergie. La deuxième demande la réduction à 6% de la TVA pour la construction de logements sociaux qui respectent des critères d'efficacité énergétiques et de recours à l'énergie la plus propre.

Par ailleurs, les femmes sont oubliées. Il n'y a rien dans la déclaration par rapport à la résolution adoptée en juillet sur les avances en matière de créances alimentaires non payées. C'est un mépris et un oubli de la femme et du Parlement.

Une autre catégorie de personnes est méprisée : les handicapés. Ceux-ci ne se voient proposer qu'une facilitation de la formation pour accéder au marché du travail. C'est restrictif. Il faudrait également songer à améliorer la fin de carrière des personnes handicapées qui travaillent. *(Applaudissements)*

01.16 Claude Marinower (VLD): Le budget de la Justice a été augmenté de plus de 4 %, ce qui prouve que la justice et la sécurité sont bel et bien des priorités pour ce gouvernement, quoi que puisse en dire l'opposition.

En commission, la ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur ont donné des réponses contradictoires en ce qui concerne les mariages de complaisance : contrairement à la ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur entendait ériger le mariage de complaisance en infraction pénale. Nous nous félicitons dès lors que la déclaration de politique fédérale mentionne explicitement que les mariages de complaisance seront punissables. Nous devons toutefois également lutter contre tous les abus connexes. Ces abus devraient être dépistés plus rapidement par le biais d'une banque-carrefour. Il importe également que les mariages de complaisance soient traités de manière identique des deux côtés de la frontière linguistique. Par ailleurs, les cellules communales chargées de

structurele aard dan eenmalig te zijn. Het garantiefonds voor de uitgifte van die cheques zou blijkbaar door de consumenten worden gefinancierd en de oliemaatschappijen zouden zich ertoe beperken voorschotten toe te kennen die na verloop van één jaar moeten worden terugbetaald. Wij zijn voorstander van de invoering van stookoliecheques die door de oliemaatschappijen worden gefinancierd.

We stellen twee andere structurele maatregelen voor. Met de eerste maatregel willen we via een formule van derde investeerder de overheids- en semi-overheidsdiensten evenals de lokale dienstverleners ertoe aansporen in energiebesparende voorzieningen te investeren. Met de tweede maatregel vragen we dat op de sociale woningen die voldoen aan de criteria inzake energie-efficiëntie en het gebruik van de schoonste energie maar 6 percent BTW geheven wordt.

Overigens worden ook de vrouwen vergeten. In de beleidsverklaring staat geen woord te lezen over de resolutie over de voorschotten op achterstallig onderhoudsgeld die we in juli goedkeurden. Dat getuigt van misprijzen ten aanzien van de vrouw en van het Parlement die kennelijk over het hoofd worden gezien.

Ook de gehandicapten blijven in de kou staan. Ze krijgen enkel gemakkelijker toegang tot een beroepsopleiding met het oog op hun tewerkstelling. Die maatregel is te beperkt. De regering zou ook aandacht moeten hebben voor de eindeloopbaan van de werkende gehandicapten. *(Applaus)*

01.16 Claude Marinower (VLD): Het budget voor justitie wordt met ruim vier procent opgetrokken, wat bewijst dat justitie en veiligheid echt wel prioriteiten zijn voor deze regering, wat de oppositie ook moge beweren.

In de commissie hebben de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken tegenstrijdige antwoorden gegeven over de schijnhuwelijken: de minister van Binnenlandse Zaken wou deze strafbaar stellen, de minister van Justitie niet. Het verheugt ons dan ook dat de beleidsverklaring uitdrukkelijk stelt dat schijnhuwelijken strafbaar worden. We moeten echter ook alle verwante misbruiken aanpakken. Via een kruispuntbank moeten die misbruiken sneller opgespoord worden. Het is ook belangrijk dat de schijnhuwelijken aan beide zijden van de taalgrens dezelfde behandeling krijgen. En de gemeentelijke cellen die zich met de schijnhuwelijken bezig houden moeten ten volle operationeel en dus voldoende bemand zijn.

dépister les mariages de complaisance doivent être pleinement opérationnelles et, par voie de conséquence, disposer d'effectifs suffisants.

En ce qui concerne l'arriéré judiciaire, des protocoles ont déjà été conclus, notamment avec la Cour d'appel d'Anvers. Ces protocoles ont déjà été approuvés en commission. De telles mesures conjoncturelles ne suffisent cependant pas: il y a également lieu de prendre des mesures structurelles. Le mandat des juges de complément doit être confirmé et prolongé. Il convient de développer le projet Phenix.

En ce qui concerne le droit de la jeunesse, la ministre de la Justice avait initialement présenté un tout nouveau projet qui n'accordait qu'une place limitée à la répression. Nous nous félicitons de ce que le caractère répressif figure dans la déclaration de politique.

L'application du droit pénal de la jeunesse relève des Communautés. Le gouvernement fédéral doit faire diligence, car une proposition flamande de décret prévoit une modification d'ici à la fin de janvier 2005. Il faut donc préparer le nouveau droit pénal de la jeunesse sans tarder, à défaut de quoi l'accord de coopération risque de devenir caduc.

L'augmentation du budget de l'Intérieur nous réjouit, de même que l'annonce d'une lutte plus transparente contre la criminalité.

Je ne m'appesantirai pas sur les statistiques de la criminalité mais j'aimerais signaler au passage l'ambiguïté du Vlaams Blok anversoï. Ainsi, M. Penris a tout d'abord confirmé l'amélioration des résultats, avant de la rejeter quelques jours plus tard avec son groupe politique.

01.17 Jan Mortelmans (VLAAMS BLOK): Allons-nous jouer ici un simulacre de conseil communal ?

01.18 Claude Marinower (VLD): Je précise seulement que pas moins de dix plaintes concernent l'homme qui est chargé de la sécurité à Anvers pour le Vlaams Blok.

Les moyens octroyés à la protection civile sont augmentés de 15%. C'est une bonne nouvelle, surtout pour les services d'incendie. Les services d'inspection bénéficieront d'une extension de leur cadre, les effectifs seront augmentés et on prévoit des investissements dans un matériel plus performant. Par ailleurs, une partie de cette enveloppe sera consacrée au centre d'expertise que demandent les services d'incendie.

Wat de gerechtelijke achterstand betreft, zijn er protocollen afgesloten met onder meer het hof van beroep in Antwerpen. Deze werden al in de commissie goedgekeurd. Zulke conjuncturele maatregelen volstaan echter niet: er moeten ook structurele maatregelen genomen worden. Het mandaat van de toegevoegde rechters moet bevestigd en verlengd worden. Het Fenix-project moet verder uitgebouwd worden.

Met betrekking tot het jeugdrecht had de minister van Justitie eerst een volledig nieuw project voorgesteld waarin weinig plaats gelaten was voor repressie. Wij zijn tevreden dat het repressief karakter in de beleidsverklaring wél vermeld wordt.

De toepassing van het jeugdsanctierecht ligt bij de Gemeenschappen. Snelheid is dus geboden voor de federale regering, want een Vlaams voorstel van decreet voorziet in een wijziging voor eind januari 2005. Met moet dus voormaken met het nieuwe jeugdsanctierecht. Zoniet vervalt het samenwerkingsakkoord.

Dat ook het budget voor Binnenlandse Zaken wordt verhoogd, verheugt ons, evenals de aankondiging van een doorzichtigere criminaliteitsbestrijding.

Over de criminaliteitscijfers wil ik niet uitweiden, al wil ik wel even zeggen dat de houding van het Antwerpse Vlaams Blok redelijk dubbelzinnig is. De heer Penris bijvoorbeeld ging aanvankelijk akkoord met de verbeterde resultaten om ze een paar dagen later samen met zijn fractie te verwerpen.

01.17 Jan Mortelmans (VLAAMS BLOK): Gaan we hier gemeenteraadje spelen?

01.18 Claude Marinower (VLD): Ik wijs er alleen maar op dat de man die zich voor het Vlaams Blok in Antwerpen bezighoudt met veiligheid, liefst tien aanklachten boven zijn hoofd heeft hangen.

De middelen voor de civiele veiligheid worden met 15 procent verhoogd. Zeker voor de brandweer is dat goed nieuws. De inspectiediensten worden uitgebreid, er komt meer mankracht en meer en beter materiaal. Ook zal een deel van het bedrag worden besteed aan het kenniscentrum dat de Brandweer vraagt.

Pour les pompiers volontaires, l'accord de gouvernement offre plus que l'amorce d'une solution. A l'heure actuelle, les corps de pompiers volontaires se trouvent un peu assis entre deux chaises, leur statut ne leur conférant pas assez de droits et de certitudes.

Le **président**: Il reste encore 14 orateurs dans ce débat. Si les membres respectent leur temps de parole demain, contrairement à ce qu'ils ont fait aujourd'hui, j'espère pouvoir clôturer le débat en fin de matinée et procéder au vote à une heure raisonnable.

La séance est levée à 23 h. 06. Prochaine séance demain jeudi 14 octobre 2004 à 10 heures.

Voor de vrijwilligers bij de brandweer biedt het regeerakkoord meer dan een aanzet tot een oplossing. Nu vallen zij immers overal tussen en hebben zij met hun statuut te weinig rechten en zekerheden.

De **voorzitter**: Er blijven nog 14 sprekers over in dit debat. Wanneer de leden zich, in tegenstelling tot vandaag, morgen wél aan hun spreektijd houden, hoop ik het debat op het einde van de voormiddag te kunnen beëindigen en de stemmingen op een redelijk uur te houden.

De vergadering wordt gesloten om 23.06 uur. Volgende vergadering donderdag, 14 oktober om 10 uur.